



Les cours du pétrole s'envolent après l'accord des pays de l'OPEP

Ce mercredi, les pays de l'OPEP se réunissaient pour fixer le niveau de production pétrolière pour les prochains mois. Leurs dirigeants sont parvenus à un accord, non sans ménager des intérêts divergents. Les cours flambent.

“Après des discussions très animées entre les membres ces dernières semaines, cette 171^{ème} réunion de l'OPEP s'est finalement conclue par un accord de réduction de 1,2 million de baril par jour, résume Sandrine Cauvin, gérante chez **Vestathena**. La conclusion d'un accord était nécessaire pour l'OPEP afin qu'elle puisse maintenir sa crédibilité.” Il n'en fallait pas plus pour voir bondir le prix du baril de 7,85% à 49,98 dollars pour un baril de Brent à 17h. Depuis la semaine dernière, les tractations s'étaient intensifiées, des pays comme l'Algérie appelant à la nécessaire conclusion d'un tel accord. "L'importance des mesures prises par l'OPEP en vue de limiter la production de matières premières, a été soulignée comme un facteur essentiel de la stabilisation des marchés mondiaux du pétrole", écrivaient encore la Russie et l'Iran lundi dernier dans un communiqué de presse à la suite d'un entretien téléphonique entre leurs deux chefs d'Etats. Cette prise de position aurait-elle participé à peser sur l'issue qu'attendaient les marchés, soit une baisse de la production de plus d'un million de baril par jour ? Peut-être. En fait, les deux pays avaient besoin d'un accord allant dans ce sens. Ainsi Alexandre Andlauer, gérant chez Alphavalue, signale que les responsables politiques iraniens doivent revenir dans leur pays avec un accord qui place leur production à 4 millions de baril de pétrole par jour (mbpd) alors que l'Arabie Saoudite lui demande 3,7 mbpd. Un écart faible. Quant à la Russie, le pays ne serait plus en mesure d'augmenter sa production de toute façon. Pour ce dernier, un accord sur un gel de la production ne pose donc pas de difficultés. La réduction globale de la production pourrait profiter également de la situation de l'Irak. Toujours selon Alexandre Andlauer, le pays “perdra une partie de sa production dans les prochains mois”. “L'Iran et l'Irak étaient les deux partenaires difficiles à convaincre d'une baisse de la production, rappelle Patrick Mange chez BNP Paribas Investment Partners. Dans ce type de négociations, les participants viennent avec des estimations de production potentielle qui sont supérieures à la production réelle, pour obtenir uniquement un gel, pas vraiment une réduction de leur production. C'est le cas pour l'Iran et l'Irak et c'est pour cela que les négociations sont difficiles, car il faut trouver un consensus sur la production.” Dit autrement, les deux pays ont cherché à obtenir des seuils de production qui sont en réalité supérieurs à leurs capacités de production, si bien qu'ils n'ont pas d'efforts à réaliser l'objectif, ou de manière très limitée, en comparaison des recettes supplémentaires obtenues grâce à un prix du baril de pétrole allant de 50 à 60 dollars, plutôt que de 30 à 40 dollars. “Avec cette coupe de production, l'OPEP souhaite faire basculer le marché en déficit plus rapidement, analyse Sandrine Cauvin. Le déficit était prévu pour le second semestre de 2017, mais si l'OPEP réduit sa production de 1,2 Mb/j dès le mois de janvier, le marché passera en déficit dès le premier semestre.” Patrick Mange tempère : “L'offre est encore largement supérieure à la demande. L'agence internationale de l'énergie qui avait prévu ce balancement pour la fin 2016 de manière optimiste il y a un an, envisageait même récemment qu'il n'aurait pas lieu du tout en 2017.” Et pour les années à venir ? “Compte tenu de la forte baisse des investissements en exploration-production de pétrole observée depuis 2014 (-370 Md\$), à terme, les capacités de production ne pourront pas suivre la demande, prévoit la gérante de **Vestathena**. Nous allons basculer dans un marché sous approvisionné pendant une certaine période (2018-2020). Ce qui aura probablement pour effet de faire rebondir les prix du pétrole bien au-delà de 60 dollars et les amener dans la zone des 80 dollars, voire plus.” Un tel scénario profitera aux pays non-membres comme les Etats-Unis. “Les producteurs de pétrole de schistes continuent d'abaisser leurs coûts, un nombre conséquents de puits peuvent être remis en production rapidement dès que le prix du pétrole repasse les 50 dollars, rappelle Patrick Mange. Et les mesures promises par le président élu Donald Trump pour alléger les contraintes, notamment par rapport à l'environnement, va

permettre d'avoir un coup de production encore plus faible." A suivre...